



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 10 octobre 2024

ZOOM : ALORS QUE LES EXPORTATIONS COLOMBIENNES VERS LA CHINE AFFICHENT +23 % EN G.A. DE JANVIER À JUILLET 2024, LA COLOMBIE VA REJOINDRE L'INITIATIVE DES « NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE.

BOLIVIE

L'inflation a atteint 6,2 % en g.a. en septembre.

Le gouvernement bolivien débloque 360 M USD pour stimuler les exportations.

COLOMBIE

L'inflation est la plus faible depuis avril 2021, à +5,8 % en g.a.

En 2024, la Colombie se classe 4e dans la zone LATAM en termes de croissance des remesas.

Les prévisions de croissance s'avèrent insuffisantes pour envisager une amélioration de la note créditrice, selon Fitch Ratings.

EQUATEUR

Nouveau prêt de la BID, de 150 M USD, visant à améliorer la connectivité routière avec le Pérou.

L'investissement public atteint 705 M USD sur les neuf premiers mois de l'année.

GUYANA

Essor du tourisme au Guyana (+18 % en g.a. sur les neuf premiers mois de l'année).

Augmentation des recettes de l'ordre de +37,4 % g.a sur l'année 2024.

PEROU

La Chine est le principal investisseur dans le secteur minier péruvien.

L'exploitation illégale de l'or au Pérou représente 6 Md USD en 2024.

SURINAME

Potentielle collaboration Guyana – Suriname pour une meilleure exploitation des ressources gazières.

VENEZUELA

Une diminution significative de l'inflation.

Jindal Power, conglomérat indien, se retire d'un accord de 300 M USD avec PDVSA pour le complexe pétrolier Petrocedeno.

Zoom : alors que les exportations colombiennes vers la Chine affichent +23 % en g.a. de janvier à juillet 2024, la Colombie va rejoindre l'initiative des « Nouvelles Routes de la Soie.

Selon l'Association Nationale du Commerce Extérieur (ANALDEX), les exportations colombiennes vers la Chine ont enregistré une hausse de +23 % entre janvier et juillet 2024 par rapport à la même période en 2023, atteignant 1,6 Md USD. Cette forte augmentation est concomitante avec l'annonce de l'intégration prochaine de la Colombie au projet chinois de la « Nouvelle Route de la Soie », faite cette semaine par le vice-ministre colombien des Relations Extérieures, Jorge Rojas alors que le Président Petro l'avait écartée en octobre 2023 lors de sa visite officielle en Chine. Le Ministre des affaires étrangères Luis Gilberto Murillo se rendra en Chine cette semaine pour officialiser cette entrée de la Colombie dans cette initiative.

La majorité des exportations concerne les secteurs minier et énergétique : le pétrole représentant 43 % du total, tandis que le charbon a vu sa part tripler passant de 146 M USD en 2023 à 472 M USD en 2024. Toutefois, ANALDEX a mis l'accent sur l'importance de renforcer les exportations de produits non minéro-énergétiques vers la Chine (22 % du total des exportations). Le café s'impose ainsi comme l'un des produits phares de cette catégorie, avec une hausse significative de + 166 % g.a. (106 M USD sur les sept premiers mois de l'année).

Du côté des importations, la Chine a majoritairement exporté vers la Colombie des produits du secteur de la téléphonie, des ordinateurs, des motos et des pneus, avec une hausse de + 9,8 % g.a, atteignant 8,5 Md USD. Par ailleurs, les régions bénéficiant le plus de ces importations sont Bogota, Antioquia et Valle del Cauca.

L'intégration de la Colombie aux « Nouvelles Routes de la Soie » est perçue comme une opportunité stratégique par ANALDEX pour intensifier les échanges avec la Chine, deuxième partenaire commercial (après les Etats-Unis) de plusieurs pays d'Amérique Latine dont la Colombie. Sur le continent sudaméricain, seuls le Paraguay et le Brésil ne font pas encore partie des Nouvelles routes de la soie.

Bolivie

L'inflation a atteint 6,2 % en g.a. en septembre.

Selon les dernières données publiées par l'Institut National de la Statistique (INE), l'indice des prix à la consommation (IPC) pour le mois de septembre 2024 a enregistré une augmentation de 0,88 %. Cette valeur est la deuxième plus élevée de l'année, seulement dépassée par celle du mois d'août (1,58 %), et place l'inflation de septembre comme la plus élevée depuis septembre 2018. L'inflation cumulée entre janvier et septembre 2024 s'élève à 5,5 %, reflétant la plus forte hausse des prix de l'année. Le ministre de l'Économie et des Finances publiques, Marcelo Montenegro, a attribué la hausse de l'inflation à plusieurs facteurs, tels que l'augmentation du coût des produits importés, l'impact des facteurs météorologiques sur la production, ou bien les effets inflationnistes de la contrebande inversée, qui redirige la production nationale subventionnée vers les marchés étrangers au détriment du marché local. **Si cette tendance inflationniste se poursuit, les experts estiment que l'inflation en Bolivie pourrait atteindre entre 7 et 9 %, nettement plus élevé que les 3,6 % prévus par le gouvernement, et bien que les 2,1 % enregistrés en 2023.**

Le gouvernement bolivien débloque 360 M USD pour stimuler les exportations.

Le gouvernement bolivien a annoncé une enveloppe de crédits de 360 M USD afin de stimuler les exportations. Le ministre du Développement Productif, Néstor Huanca, a notamment indiqué que ces crédits seront gérés par le fonds *SIBolivia* à un taux annuel de 3,5 %. Destinés principalement aux entreprises des secteurs de la manufacture, de l'industrie et de l'agro-industrie qui se concentrent sur l'exportation de produits à valeur ajoutée. **L'objectif de ces prêts est de générer un flux export d'environ 740 M USD supplémentaires d'ici la fin de l'année 2024.**

Colombie

L'inflation est la plus faible depuis avril 2021, à +5,8 % en g.a.

Dans son rapport, l'ANIF (Centre d'études économiques) souligne que l'inflation a atteint son plus bas niveau depuis avril 2021, avec un taux annuel de + 5,8 % et une variation mensuelle

de + 0,24 %. Ce ralentissement des prix confirme la tendance désinflationniste observée au cours de l'année. **Trois groupes de secteurs clés ont principalement alimenté cette inflation : (i) le logement, l'eau, l'électricité, le gaz et autres combustibles, (ii) les restaurants et hôtels, ainsi que les (iii) transports.** Ces secteurs représentaient 74 % de l'inflation en septembre. Le secteur du logement a contribué à hauteur de 2,6 points de pourcentage, principalement en raison de la hausse des loyers (+7,8 % g.a., les loyers en Colombie sont indexés sur l'inflation). Dans les transports, la contribution de 0,7 point de pourcentage résulte de l'augmentation des tarifs du transport urbain (+4,6 % g.a.) et du carburant pour véhicules (+2,9 % g.a.). **Cette dynamique de désinflation alimente les anticipations d'un assouplissement monétaire,** bien que la Banque centrale colombienne ait opté pour une réduction modérée de 50 points de base lors de sa réunion du 30 septembre, invoquant les risques externes liés aux primes de risque en Amérique latine.

En 2024, la Colombie se classe 4e dans la zone LATAM en termes de croissance des remesas.

Les envois de fonds des émigrés vers la Colombie ont connu une hausse significative (+42 %) depuis 2019, plaçant le pays au quatrième rang des pays de la zone LATAM avec la plus forte progression des remesas, derrière le Mexique (+66 %), l'Équateur (+59 %) et le Salvador (+44 %). En 2024, les envois de fonds représentent 2,8 % du PIB, un record historique, alors qu'il y a dix ans, elles n'en constituaient que 1,1 %.

En 2023, les envois de fonds ont dépassé pour la première fois les 10 Md USD, enregistrant une hausse de +7 % par rapport à l'année précédente. En 2024, cette croissance s'est encore accélérée, atteignant + 15 % sur les neuf premiers mois. Les remesas sont ainsi devenues une source importante de soutien pour les ménages colombiens, représentant 3,6 % du revenu disponible et 3,9 % de la consommation, avec un montant mensuel moyen oscillant entre 470 USD et 506 USD.

Les prévisions de croissance s'avèrent insuffisantes pour envisager une amélioration de la note créditrice, selon Fitch Ratings.

L'agence de notation *Fitch Ratings* anticipe pour 2024 une croissance modérée de l'économie colombienne, estimée à 1,5 %, insuffisante pour

améliorer la note de crédit du pays, actuellement notée **BB+**. Richard Francis, analyste de l'agence, a souligné que malgré une certaine reprise des investissements prévue pour 2025 et 2026, la Colombie souffre encore de la baisse significative de l'investissement en 2023 (12,8 % du PIB , soit -7 points de PIB par rapport à 2022) compromettant son potentiel de croissance à long terme. **Par ailleurs, la gestion de la dette publique reste une préoccupation majeure, avec un déficit budgétaire estimé à 5,6 % du PIB en 2024, auquel s'ajoute un coût de près de 0,3 % du PIB lié à la réforme des retraites récemment approuvée.** *Fitch Ratings* exprime également des inquiétudes quant à l'inflation qui reste supérieure à l'objectif de moyen terme de la Banque centrale (3 %), et qui ne devrait pas converger avant 2026.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	+0,9 %	+16,7 %	1 309,6
Change USD/COP	+0,5 %	-0,1 %	4210,6
Change EUR/COP	-0,3 %	+1,7 %	4 601,7
Prix du baril (Brent, USD)	+3,5 %	-12,5 %	79,6

Equateur

Nouveau prêt de la BID, de 150 M USD, visant à améliorer la connectivité routière avec le Pérou.

La BID a approuvé un prêt de 150 M USD pour financer un tronçon de route (54 km) qui contribuera à améliorer la connectivité routière du sud-ouest équatorien avec le Pérou. Ce projet s'inscrit dans le cadre du plan de développement du gouvernement pour la période 2024-2025, ainsi que dans le portefeuille de projets du ministère des transports. Par ailleurs, ce projet s'inscrit dans les engagements binationaux dans le cadre des accords de paix signés entre l'Equateur et le Pérou en 1998. Le projet devrait permettre de désenclaver la zone sud de l'Equateur et de mieux la connecter avec le Pérou, contribuant ainsi à son développement économique.

L'investissement public atteint 705 M USD sur les neuf premiers mois de l'année.

Entre janvier et septembre 2024, le gouvernement a dépensé 705 M USD au titre

de son plan annuel d'investissements, qui récence l'ensemble des investissements publics. Ce montant représente 33 % du budget alloué aux investissements pour 2024 (2,1 Md USD). Parmi les projets prioritaires inscrits dans ce plan, figurent les infrastructures routières (avec un budget de 172 M USD dont 66 M USD engagés) ; les projets liés au secteur énergétique (382 M USD dont 27 M USD engagés) ; le secteur de la défense (185 M USD dont 87 engagés) et le secteur de la santé (185 M USD dont 65 M USD engagés).

Guyana

Essor du tourisme au Guyana (+18 % en g.a. sur les neuf premiers mois de l'année).

Le Guyana serait en passe d'accueillir son millionième passager d'ici novembre 2024, selon Ramesh Ghir, directeur général de l'aéroport international Cheddi Jagan. Le pays aurait déjà accueilli plus de 801 000 passagers au cours des neuf premiers mois. Cette augmentation de +18 % par rapport à 2023 (soit 125 000 passagers supplémentaires), s'explique par un renforcement des liaisons aériennes, offrant plus de 200 000 sièges additionnels. Le secteur touristique représente une priorité gouvernementale et le président Mohamed Irfaan Ali cherche à renforcer la connectivité du pays en négociant l'arrivée de nouveaux transporteurs aériens.

Augmentation des recettes de l'ordre de +37,4 % g.a sur l'année 2024.

La Banque centrale du Guyana prévoit une augmentation de +37,4 % g.a. des recettes publiques pour 2024, atteignant 3,9 Md USD, grâce à une expansion significative de la collecte fiscale. Cette hausse est principalement due à l'essor des industries nationales et aux prélèvements du Fonds des ressources naturelles, qui représentent 33,3 % des recettes courantes. Par ailleurs, au T1-24, l'excédent du compte courant a augmenté de 96 M USD, atteignant 628,5 M USD, soit une progression de + 22,7 % par rapport à l'année précédente.

Pérou

La Chine est le principal investisseur dans le secteur minier péruvien.

Le directeur du ministère de l'Energie et des Mines (Minem), Rómulo Mucho, a récemment déclaré que **la Chine est le principal investisseur dans le secteur minier péruvien, représentant 20,8 % du total du portefeuille de 51 projets miniers estimée à 54,5 Md USD.**

Les capitaux chinois se concentrent dans sept projets totalisant 11,3 Md USD. Le Canada, le Mexique et les États-Unis suivent, avec respectivement 18,9 %, 17,3 % et 14,2 % des investissements. En tant que principal produit d'exportation du pays et minéral clé pour la transition énergétique mondiale, le cuivre concentre la majorité des projets (73 %), totalisant un investissement de 39,8 Md USD.

Les investissements dans l'exploration minière ont augmenté de +23 % g.a. depuis le début de l'année, un chiffre encourageant selon les dernières déclarations de Gustavo De Vinatea, directeur général de l'Institut des ingénieurs des mines du Pérou (IIMP).

L'exploitation illégale de l'or au Pérou représente 6 Md USD en 2024.

Selon Miguel Cardozo, ancien directeur de l'Institut Péruvien des Ingénieurs des Mines (IIMP), l'exploitation illégale d'or dans le pays est estimée à environ 6 Md USD en 2024. En effet, **l'or extrait illégalement représente environ 28 % de la production totale de ce minéral dans le pays. Le Pérou, en tant que 3^e producteur mondial d'or, fait donc face à une économie parallèle importante,** qui n'est pas sans incidence sur la situation budgétaire et le taux d'emploi formel. Selon l'intéressé, cette situation entraînerait d'importantes pertes économiques pour l'État péruvien.

Suriname

Potentielle collaboration Guyana – Suriname pour une meilleure exploitation des ressources gazières.

Le Suriname et le Guyana engagent des discussions en vue d'une collaboration stratégique pour l'exploitation commune de leurs récentes découvertes de gaz offshore.

Lors d'une conférence de presse à Georgetown (Guyana), le vice-président

guyanien, Bharrat Jagdeo, a souligné l'importance pour les deux pays de parvenir à des accords concrets. Les discussions sont en cours afin d'explorer la viabilité d'une exploitation commune, particulièrement pour les réserves de gaz dans le Blok 58. Alors que ces réserves sont insuffisantes pour une exploitation indépendante, une coopération avec le Guyana pourrait les rendre commercialement viables, notamment pour alimenter l'industrie de la bauxite, gourmande en énergie. Le Suriname et le Guyana examinent également la possibilité de construire un igazoduc pour relier les gisements offshore aux sites de production terrestre, dans le cadre du projet "gas-to-energy" en cours au Guyana.

Venezuela

Une diminution significative de l'inflation.

L'inflation officielle de septembre 2024 est de 0,8 %, soit 25,8 % en g.a. selon la Banque centrale. En comparaison, l'inflation officielle de septembre 2023 était de 8,7 % et l'inflation en g.a. de 318 %. Les secteurs ayant connu les plus fortes hausses de prix sont l'éducation (4,9 %), les boissons alcoolisées et le tabac (1,5 %), ainsi que la santé et les restaurants et hôtels (1,4 %). **Ces chiffres diffèrent significativement de ceux de l'OVF (Observatoire vénézuélien des finances, centre d'analyse économique indépendant) pour qui l'inflation mensuelle aurait atteint 3,4 % en septembre, avec une inflation annuelle de 46 % en g.a.,** en lien avec la dépréciation du bolívar (VES) et des hausses significatives dans les secteurs de l'éducation, de l'alimentation et des services.

Jindal Power, conglomérat indien, se retire d'un accord de 300 M USD avec PDVSA pour le complexe pétrolier Petrocedeno.

Jindal Power Ltd a annulé un accord de 300 M USD avec PDVSA pour la rénovation et la mise à niveau des équipements de *Petrocedeno* (complexe pétrolier situé dans la ceinture de l'Orénoque). Annoncé en mai dernier, *Jindal Power* et PDVSA n'ont pas réussi à conclure d'accord final sur le contrôle de l'exploitation. Malgré cela, *Jindal* continue d'exploiter le plus grand complexe de minerais de fer du Venezuela, *Ferrominera del Orinoco*, depuis mars 2024.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB prix courants (Mds USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dettes publiques brutes (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2023	2024 e	2023	2024 p.	2024 p.	2024 p.	2022	Variation par rapport à 2021	Variation en fin de période, 2024 p.
Bolivie	12,1	49,3	2,5	1,6	-5,6	86,6	120	-2	4,8
Colombie	51,9	386,1	0,6	1,1	-3	54,4	91	-3	5,3
Equateur	18	121,6	2,3	0,1	0,9	n.a.	83	+12	1,5
Guyana	0,8	21,2	33	33,9	22,8	31,1	95	+13	3,5
Pérou	34,5	282,4	-0,6	2,5	-1,1	33	87	-3	2,4
Suriname	0,62	4,3	2,1	3	2,1	87,9	124	-25	14,2
Venezuela	29,7	102,3	-0,6	4,5	4,7	n.a.	119	+1	159,9
Argentine	45,6	604,3	-1,6	-2,8	0,9	86,2	48	-1	149,4
Brésil	204	2 331,3	2,9	2,2	-1,3	86,7	89	-2	3,79
Chili	19,6	333,77	0,2	2	-3,9	40,5	44	-2	3
Mexique	127,9	2 017	3,2	2,4	-0,7	55,5	77	+9	3,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.ANDRIEUX@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Una LACAZE, Diego MAGUINA, Olympe MAHE.

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr